« Séisme géopolitique : Trump et Poutine rebattent les cartes »

écrit par Nicolas Faure | 12 mars 2025

TRUMP IN MOTION, AS DISRUPTOR
IN-CHIEF, AS EURO LEADERS MOPE.

Dans un contexte mondial marqué par une instabilité géopolitique croissante, les dirigeants européens semblent perdus face à la menace russe, tout en étant tiraillés par une réalité plus profonde : la fin imminente d'un ordre mondial centré sur l'hégémonie occidentale. Entre la défense de l'Ukraine et la montée en puissance d'une nouvelle architecture multipolaire dominée par un axe Washington-Moscou-Pékin, les États européens se débattent pour maintenir leur influence. Cette situation complexe s'intensifie avec la montée des tensions internes, comme le montre l'inquiétude croissante au Royaume-Uni et les tensions diplomatiques entre l'Europe et les États-Unis. Dans ce maelstrom, Volodymyr Zelensky et Donald Trump jouent un rôle clé, chacun cherchant à manœuvrer pour garantir sa position dans cette nouvelle ère.

Presque partout en Europe occidentale, la plupart des gouvernements semblent tétanisés. Ils cherchent désespérément une stratégie crédible pour « défendre » l'Ukraine, tout en augmentant leurs budgets militaires afin de prévenir ce qu'ils redoutent comme une offensive russe imminente, au cas où Volodymyr Zelensky serait contraint par Donald Trump d'accepter des conditions de paix dictées par Moscou. Pourtant, aucune preuve tangible ne suggère que la Russie envisage d'attaquer ses voisins européens.

La véritable préoccupation des dirigeants européens, bien que rarement exprimée ouvertement, est d'une tout autre nature. Derrière les discours martiaux de la clique Macron, Scholz ou encore Keir Starmer, transparaît l'angoisse d'une fin imminente : celle d'un ordre mondial dominé depuis cinq siècles par les puissances occidentales. Ils craignent qu'une nouvelle architecture multipolaire, structurée autour d'un axe Washington-Moscou-Pékin, ne mette un terme définitif à l'hégémonie transatlantique et au modèle économique unipolaire porté par les institutions globalistes.
Cette perspective est particulièrement angoissante pour le Royaume-Uni, dont l'influence repose en grande partie sur la préservation de la « relation spéciale » avec les États-Unis. Or, cette alliance est aujourd'hui en péril. Un signe révélateur en est donné par le revirement de la presse britannique. Des journaux historiquement pro-américains, comme The Guardian, relaient désormais l'inquiétude grandissante de l'establishment londonien, avec des titres alarmistes tels que : « Les États-Unis ne seront peut-être plus considérés comme un allié » ou encore « Combien de temps l'Ukraine et l'Europe auront-elles pour réagir à la trahison des États-Unis ? »

Cette panique a été amplifiée par un article du Daily Mail, qui rapporte, en citant des sources diplomatiques

à Washington, que Trump aurait pris ses distances avec le Royaume-Uni après que le roi Charles III a ostensiblement accueilli Zelensky. Selon le journal, des proches de l'ex-président américain affirment que ces images ont froissé Trump, qui se serait senti « moins spécial » en voyant le monarque britannique dérouler le tapis rouge à son rival ukrainien.
Face à cette recomposition géopolitique, les réactions des dirigeants européens oscillent entre improvisation et fébrilité. **En France, Emmanuel Macron,** déjà isolé sur la scène intérieure, tente de se poser en leader d'une Europe puissance, multipliant les déclarations guerrières contre la Russie tout en suggérant timidement une éventuelle médiation. De son côté, en **Allemagne, Friedrich Merz,** probable futur chancelier, a brusquement renié son engagement de maintenir le « frein à l'endettement » – une règle constitutionnelle visant à limiter les déficits. Il tente actuellement de faire adopter en urgence une loi augmentant de 400 milliards d'euros le budget de la défense, avant même l'installation du nouveau Bundestag.

Mais il fait face à un obstacle de taille : l'AfD, désormais deuxième force politique du pays, s'oppose farouchement à cette manœuvre, dénonçant un coup de force antidémocratique.

Dans ce contexte de chaos stratégique, Zelensky, fragilisé et de plus en plus contesté en Ukraine, tente désespérément de regagner les faveurs de Trump. Son pari sera mis à l'épreuve cette semaine lors de rencontres entre responsables américains et ukrainiens en Arabie saoudite. Depuis leur confrontation glaciale à la Maison Blanche, Trump a renforcé la pression en suspendant l'aide militaire et financière ainsi que le partage de renseignements avec Kiev. Un porte-parole du candidat républicain a été cinglant : « On ne peut pas dire 'je

veux la paix’ tout en refusant tout compromis ».

Trump a également relancé le débat sur les origines du conflit ukrainien en affirmant que l’expansion de l’OTAN avait directement provoqué l’intervention russe et que l’Ukraine avait rejeté un accord de paix négocié avec Moscou en mars 2022. Ces déclarations ont déclenché une vague d’indignation dans la presse américaine, notamment dans The Washington Post, qui les a qualifiées de « mensongères et irresponsables ».

Au-delà de l’Ukraine, d’autres signes indiquent que l’offensive diplomatique de Trump pourrait s’étendre au Moyen-Orient. Alors que la situation des Palestiniens à Gaza reste incertaine, Steve Witkoff, représentant spécial de Trump, a salué positivement le plan de reconstruction égyptien présenté au Caire la semaine dernière.

Bien que l’administration actuelle affiche une certaine réserve, Witkoff a qualifié ce projet de « première étape de bonne foi », marquant un net contraste avec la position intransigeante de Benjamin Netanyahu, qui juge ce plan inacceptable.

Enfin, alors que les tensions entre Israël et l’Iran atteignent un niveau critique, une révélation surprenante a secoué les cercles diplomatiques : Trump aurait adressé une lettre à l’ayatollah Ali Khamenei proposant un nouvel accord nucléaire comme alternative à une confrontation militaire. Si l’on ignore encore s’il l’a réellement envoyée, le simple fait de mentionner publiquement cette initiative a suffi à provoquer un tollé parmi les faucons néoconservateurs américains, tels que John Bolton, Lindsey Graham ou encore Hillary Clinton, qui continuent de plaider pour un changement de régime en Iran.

Harley Schlanger, (directeur du Schiller Institute – USA).
Traduction pour Résistance Républicaine par Nicolas Faure.